

Les élus montent au créneau pour le RER C



JUVISY. Le RER C est « à bout de souffle et le parent pauvre en termes d'investissement de la région », estiment des élus, qui ont décidé d'interpeller le Stif sur le sujet et de demander à être reçus très vite par Jean-Paul Huchon.

(LP/F.L.)

Is interpellent le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) et demandent à être reçus par Jean-Paul Huchon, le président PS de cette structure. Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'économie numérique et maire UMP de Longjumeau, Guy Malherbe, député-maire UMP d'Epinau-sur-Orge ainsi que François Durovray, conseiller régional UMP et administrateur du Stif, ont organisé une action hier, à la gare de Brétigny. En jeu, la ligne C du RER, « à bout de souffle et parent pauvre en termes d'investissement de la région ».

« La SNCF et RFF (Réseau ferré de France) ont travaillé à des scénarios comme celui permettant de passer de 20 trains à l'heure à 32, grâce à un nouveau système, avance François Durovray. Mais le Stif ne passe aucune commande. Pourtant, ce genre

de radioguidage est en place dans le métro. » « Et qu'on ne nous dise pas que c'est un problème d'argent : le tramway parisien, qui compte seulement 100 000 passagers par jour, a coûté 1 milliard et demi », reprend Guy Malherbe.

Il ne faudrait que 500 M€ pour améliorer significativement la ligne

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

L'UMP avance d'autres chiffres pour convaincre de l'urgence de la situation : « Il faut une heure et demie depuis Etampes pour rejoindre Paris, contre seulement quarante-cinq minutes à partir... d'Orléans », soupire Guy Malherbe. « Il ne faudrait que 500 M€ pour améliorer significativement la ligne », estime NKM. Somme

qui permettrait notamment de régler le nœud ferroviaire de la gare de Brétigny et d'ajouter des voies à partir de Juvisy, ce qui est déjà prévu, mais pas avant l'horizon 2020. « Au Stif, la grande couronne est traitée avec mépris », juge François Durovray. Réponse de la gauche, à l'issue d'un débat hier après-midi au Stif en partie consacré à la ligne C : « Rénover les lignes RER, c'est la priorité actuelle, martèle Jean-Vincent Placé, vice-président (Verts) de la région en charge des transports. Il est légitime que les élus se plaignent, mais il faut cesser les polémiques inutiles. Nous avons la volonté de débloquer un milliard d'euros pour les lignes C et D dans les dix ans. Il faut avant cela que les besoins soient chiffrés et étudiés par SNCF et RFF. Mais j'invite moi aussi tout le monde à s'asseoir autour d'une table. »

F.L.